

« Nous conduirons les réformes »

TUNISIE Contesté dans son pays, Youssef Chahed s'ouvre au « Soir »

- Le Premier ministre tunisien demande un soutien accru face aux défis que son pays affronte.
- Il tire pour nous le bilan de l'après-révolution et de sa propre action depuis 2016.

ENTRETIEN

Le Premier ministre tunisien est un homme occupé. Et préoccupé. Les défis qu'il doit relever, de nature d'abord économique, sont légion. Les Tunisiens expérimentent la liberté depuis la fin de la dictature Ben Ali en janvier 2011, mais leurs conditions de vie se sont plutôt détériorées.

Quelles sont les raisons de votre visite à Bruxelles ?

C'est une visite bilatérale et une visite à l'Union européenne, notre principal partenaire. Il y avait des choses à éclaircir, comme notre présence sur la liste noire des paradis fiscaux. Et nous avons un message fort à délivrer : la Tunisie continue bel et bien sur la voie démocratique, nous traversons des difficultés économiques mais nous entendons les surmonter, et l'UE doit aujourd'hui plus que jamais s'investir dans le dossier tunisien pour mettre définitivement sur les rails notre jeune démocratie.

Comment se trouve la Tunisie sept ans après la dictature ?

L'acquis principal, ce sont les libertés. Nous avons mis en place une Constitution avant-gardiste, qui respecte les mino-

rités. Nous avons mis en place un Conseil supérieur de la magistrature pour consacrer l'indépendance de la justice, les élections sont organisées par une instance indépendante, la presse est libre. Mais sur le volet économique et social, nous avons bien moins avancé.

On sent les Tunisiens déçus...

Effectivement car les attentes étaient fortes en 2011, et l'économie reste notre point faible ; nous devons expli-

quer qu'il faut faire redémarrer l'économie pour créer des emplois. Par rapport à 2011, le pouvoir d'achat s'est probablement détérioré et les gens le ressentent au quotidien.

Vous avez lancé une grande opération anti-corruption le 23 mai 2017, il y a eu quelques hommes d'affaires arrêtés puis

plus rien...

C'est la première vraie lutte anticorruption dans la région ! On l'a d'abord lancée pour répondre à une forte attente populaire. Nous mettons en place les outils nécessaires pour qu'elle devienne irréversible. Nous donnons des moyens à la justice. Nous adoptons des lois sur l'enrichissement illicite, sur la protection des dénonciateurs, nous créons une instance nationale contre la corruption. Nous allons aussi digitaliser l'économie et enfin nous mettons en place une sensibilisation à partir des écoles contre les pratiques malveillantes. Cela va prendre du temps d'autant que l'ennemi est caché et que nous recevons beaucoup de coups...

Votre gestion est critiquée. Le dinar a perdu 20 % de sa valeur par rapport à l'euro en 2017, la dette est énorme, etc.

Nous sommes arrivés, en août 2016, cinq mois après que Daesh eut envahi une ville du sud tunisien proche de la Libye; en 2015, il y avait eu trois attentats meurtriers. Nous avons beaucoup investi pour

sécuriser le pays. La croissance était de l'ordre de 1 %. Nous en serons à 3 % cette année. Ça reste insuffisant. Nous nous sommes aussi lancés dans des réformes difficiles, sécurité sociale, retraite, fonction publique. Nous avons des difficultés macro-économiques, la balance des paiements, les déficits publics (4,9 % en 2018), notre contrat avec le FMI pèse... Mais nous sommes déterminés à conduire ces réformes. Après la révolution, les gouvernements ont été obligés de recruter des fonctionnaires massivement pour répondre à la demande sociale, il y a eu une explosion de la masse salariale. Mais la croissance revient. Nous en serons à 8 millions de touristes en 2018. Nos voisins viennent volontiers chez nous, d'Algérie et de Libye, pour environ 40 % du chiffre, mais les Européens reviennent !

Avez-vous appuyé, comme votre parti, Nidaa, la fin du mandat de l'Instance Vérité et Dignité ? Craigniez-vous que certains membres de Nidaa ne soient mis en cause pour leur rôle sous la dictature ?

L'arrêt de l'IVD ne signifie pas l'arrêt de la justice transitionnelle. Si le Parlement a voté contre l'extension de l'IVD d'une année après le 31 mai, c'est parce qu'il considère que la justice transitionnelle a été mal faite par cette instance. Nous verrons comment avancer malgré cela. Tous les dossiers traités par l'IVD ont été transmis à la justice qui pourra les traiter.

On dit qu'il y a des chances que vous soyez poussé vers la sor-

tie après les municipales du 6 mai. Si c'est le cas, demanderez-vous un vote de confiance comme votre prédécesseur ?

Non, j'ai 42 ans, je travaille pour mon pays, le président m'a choisi, m'a fait confiance, je crois qu'il a ainsi voulu transmettre un message aux jeunes Tunisiens. Nous avons beaucoup de difficultés à surmonter mais restons décidés à réussir.

On vous prête des ambitions présidentielles pour 2019, vous allez démentir...

(Sourire) Oui, je démène ! ■

Propos recueillis par
BAUDOUIN LOOS

Youssef Chahed

L'homme qui dirige le gouvernement tunisien est le plus jeune Premier ministre de l'histoire de son pays. Il est né le 18 septembre 1975 à Tunis. Voilà qui contraste avec le président de la république, Caïd Béji Essebsi, qui est de son côté... le plus âgé (91 ans). Ingénieur agronome, Youssef Chahed a été professeur en agro-économie en France, au Brésil et au Japon avant de mener une prolifique carrière d'expert international. Mais, atteint du virus de la politique, il adhère en 2012 au parti Nidaa Tounès créé par Essebsi. Secrétaire d'Etat puis ministre, il devient Premier ministre en août 2016.

B. L.

Youssef Chahed

L'homme le plus jeune de l'histoire de l'histoire est né le 18 septembre 1975 à Tunis.